



Merci à toutes et à tous d'avoir répondu à notre appel, et pour ceux et celles qui ne nous connaissent pas, l'association Citoyens Résistants D'hier et d'Aujourd'hui s'est créée suite aux deux rassemblements de 2007 et 2008 pour dénoncer la récupération politique du symbole des Glières par Nicolas Sarkozy.

Nos parrains Résistants : Stéphane Hessel, Raymond Aubrac, John Berger, Henri Bouvier nous ont montré la voie avec courage. Ils nous ont confié le devoir de faire vivre au présent les valeurs du Conseil National de la Résistance si malmenées par les politiques néolibérales depuis des décennies. C'est à eux, et à tous les autres, que nous pensons aujourd'hui, à leurs combats pour une société plus juste et solidaire. A l'héritage qu'ils nous ont confié.

Durant l'occupation, des femmes et des hommes se sont engagés et se sont battus contre le fascisme et la politique imposée par Vichy, mais aussi pour la Liberté et pour plus de justice sociale.

Ceux qui, ce matin, se sont tenus droits devant les 105 tombes de la nécropole de Morette, voudraient réduire la Résistance à ses faits d'armes. Assumer ce nihilisme historique les arrange bien au fond. Cela leur permet de piétiner l'essence même de la Résistance, à savoir son combat politique, ses rêves et son intelligence progressiste.

Sous l'égide de Jean Moulin fut créé le Conseil National de la Résistance rassemblant les huit organisations de Résistance, les deux principales confédérations syndicales ouvrières et les représentants des six partis politiques reconnaissant la France Libre. Traqués, dans la clandestinité, ils ont écrit un programme à mettre en place à la Libération, si joliment intitulé « les jours heureux ». La première partie de ce programme était un plan d'action immédiate pour la libération du territoire. La seconde partie était un programme politique progressiste à mettre en œuvre à la libération.

Leur objectif était entre autres d'assurer :

- La pleine liberté de pensée, de conscience et d'expression,
- La liberté de la presse, son indépendance à l'égard de l'Etat, des puissances d'argent et des influences étrangères
- La liberté d'association, de réunion et de manifestation
- Le respect de la personne humaine
- L'égalité absolue de tous les citoyens devant la loi

Pour cela, à la Libération, ont été mis en place, malgré la misère dans laquelle se trouvaient la très grande majorité des Français :

- La Sécurité Sociale
- Le régime des retraites par répartition
- Les services publics tels que nous les connaissons encore il y a quelques années.

- La nationalisation des secteurs indispensables à l'indépendance de la Nation (énergie, transports, armements...), tous ces secteurs qui avaient d'avantage servi l'occupant et leurs propriétaires que le peuple français)

Alors certains vous dirons « c'était en 45, le monde a changé, » d'autre, comme Denis Kessler du Medef, souhaite en finir avec l'année 45, prônant avec arrogance, le dé tricotage systématique des acquis du Conseil National de la Résistance.

Comment, ce qui fut possible dans une France à terre ne le serait plus aujourd'hui. La rémunération des actionnaires du CAC 40 a progressé de 60% ces cinq dernières années. La France, mais surtout les travailleurs, n'ont jamais produit autant de richesses qu'aujourd'hui et pourtant les inégalités se creusent de manière dramatique. Tout cela, sans compter que la politique menée dans un cadre consumériste est un désastre sur le plan écologique.

Face à une forte demande d'équité, les politiques néolibérales répondent par moins de politique sociale, moins de services publics et par la stigmatisation des plus faibles les renvoyant à leur responsabilité individuelle.

Le Président de la République Emmanuel Macron assume une politique à l'inverse des idéaux du Conseil National de la Résistance. Il le fait avec arrogance et mépris, favorisant une minorité au détriment du plus grand nombre. Avec lui et ses prédécesseurs, les intérêts particuliers n'ont cessé de s'imposer face à l'intérêt général.

La liste est bien trop longue :

- Suppression de l'ISF
- Privatisation à outrance du bien commun illustré récemment par la vente de nos barrages, comme un ultime outrage à Marcel Paul, Ministre communiste du Général De Gaulle qui avait nationalisé l'énergie en 1946.
- Jean Michel Blanquer, présent également aujourd'hui aux Glières, transforme peu à peu l'école, dernier rempart contre les inégalités, en bien de consommation.

Pendant que tout ce qui constitue l'ADN de notre République est malmené par leur politique comptable et que l'évasion et l'optimisation fiscale deviennent la norme, nous devons nous engager pour combattre les modèles qu'on nous impose. Mais a-t-on encore le droit de manifester à l'heure ou un pouvoir en perdition mutile, enferme son peuple et mobilise son armée contre des manifestants ? Que dire encore des lois visant à restreindre ce droit le plus essentiel à la démocratie : manifester. D'autres les auraient qualifiées en leur temps de scélérates, à juste titre. Et pourtant, c'est dans ce sombre contexte que naît un possible, la promesse d'une société plus juste et solidaire, un rapport de force qui pourrait devenir salutaire...

Il est 14h25... Selon le déroulé officiel de la journée, ils ont le ventre plein, là-haut, sur cette terre de combat.

Encore un peu de patience Raymond, Stéphane, John, Henri et tous les autres, les "anonymes" et ils partiront, ils rejoindront Paris. Dans quelques heures tout au plus, ils auront regagné leurs palais, leurs ministères et continueront leur politique au profit de quelques uns et au mépris du plus grand nombre si nous les laissons faire. Mais pour l'heure ils s'éloignent. Vous pouvez sécher vos larmes, tenter d'oublier cette énième insulte aux valeurs pour lesquelles vous auriez tout sacrifié.

Comptez sur nous toutes et tous, nous sommes là, citoyens résistants en jaune, en rouge, en vert ou de toutes les couleurs mais debout et bien décidés à faire vivre les jours heureux. Et comme le disait si joliment Lucie Aubrac « Le mot résister doit toujours se conjuguer au présent »